

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
		PROJET DE LOI	
		N° 7	
Session Extraordinaire 1939 REPOSLT II	SEANCE du 26 avril 1939	VERGADERING van 26 April 1939	Buitengewone Zitting 1939 REPOSLT II

PROJET DE LOI

relatif à l'octroi d'une rémunération spéciale aux familles des militaires rappelés sous les drapeaux à l'occasion des mesures prises pour assurer la sécurité du pays.

EXPOSE DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le rappel sous les armes d'un certain nombre de militaires en congé illimité par suite des mesures prises pour assurer la sécurité du pays et la mise de l'armée sur le pied de paix renforcé, lors des événements du mois de septembre dernier, a laissé brusquement sans ressources de nombreuses familles.

Le Gouvernement a estimé qu'il était de son devoir de venir en aide à ces familles en leur assurant le paiement immédiat d'une rémunération spéciale de milice.

Les circonstances ne permettant pas d'attendre que la Législature eût déterminé les conditions d'octroi de cette rémunération et voté les crédits nécessaires, le Gouvernement a fixé lui-même les modalités d'allocation des indemnités et autorisé le Ministre de l'Intérieur à engager les dépenses nécessaires.

Celles-ci ont été évaluées à 25.000.000 de francs et seront imputées sur le fonds spécial et temporaire institué par la loi du 18 janvier 1939 en vue de la couverture des dépenses afférentes à la mise de l'armée sur le pied de paix renforcé.

Les dispositions prises se sont inspirées de ce qui a été adopté en la même matière lors de la guerre 1914-1918.

Le Gouvernement a jugé devoir appliquer les mêmes règles — sauf en ce qui concerne les militaires chômeurs complets — à l'occasion des mesures de sécurité prises à compter du début du mois d'avril 1939.

Le projet de loi actuel tend à ratifier ces dispositions.

Le Premier Ministre,
Hubert PIERLOT.

Le Ministre de l'Intérieur,
Albert DEVEZE.

Le Ministre des Finances,
C. GUTT.

ONTWERP VAN WET

omtrent het toekennen van een speciale vergoeding aan de gezinnen van de militairen die wegens voor 's Lands beveiliging getroffen maatregelen terug onder de wapens geroepen werden.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Wanneer, in September jl., maatregelen voor 's Lands beveiliging getroffen werden en het leger op versterkten vredesvoet gebracht en hierdoor een zeker aantal militairen met onbepaald verlof terug onder de wapens geroepen waren, bleven talrijke gezinnen plotseling zonder bestaansmiddelen.

De Regeering beschouwde het als haar plicht deze gezinnen hulp te bieden en deed hun onmiddellijk een speciale militievergoeding uitbetalen.

Aangezien wegens de omstandigheden niet kon gewacht worden tot de Wetgeving de vergoedingsvoorwaarden had bepaald en de noodige kredieten goedgestemd, heeft de Regeering zelf bewuste modaliteiten vastgesteld en den Minister van Binnenlandsche Zaken machtiging verleend om de noodige uitgaven vast te leggen.

Deze werden op 25.000.000 frank geraamd en zullen aangerekend worden op het speciaal en tijdelijk fonds dat bij de wet van 18 Januari 1939 is ingesteld om de uitgaven te bestrijden veroorzaakt doordat het leger op versterkten vredesvoet werd gebracht.

De getroffen maatregelen steunen op wat ter zake gedurende den oorlog 1914-1918 werd aangenomen.

De Regeering heeft geoordeeld dezelfde regelen te moeten toepassen, — behalve wat betreft de volkomen werkloze militairen, — ter gelegenheid van de veiligheidsmaatregelen vanaf het begin van April 1939 genomen.

Dit ontwerp van wet beoogt de bekrachtiging van bewuste maatregelen.

De Eerste-Minister,
Hubert PIERLOT.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,
Alb. DEVEZE.

De Minister van Financiën,
C. GUTT.

PROJET DE LOI

LEOPOLD III,

Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Nos Ministres de l'Intérieur et des Finances et de l'avis de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre et Nos Ministres de l'Intérieur et des Finances sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les dépenses effectuées ou restant à effectuer par suite de l'octroi, dans les conditions énumérées à l'article 2, d'une rémunération spéciale aux familles des militaires soldés rappelés sous les armes à l'occasion des mesures prises pour assurer la sécurité du pays, seront imputées sur le fonds spécial et temporaire institué par la loi du 18 janvier 1939 en vue de la couverture des dépenses afférentes à la mise de l'armée sur le pied de paix renforcé.

ART. 2.

Les conditions d'octroi de la rémunération spéciale visée à l'article 1 sont fixées comme suit :

I. — Une indemnité est allouée aux familles des militaires soldés rappelés sous les armes à l'occasion des mesures prises pour assurer la sécurité du pays.

II. — Cette indemnité est due à compter du jour du rap-pel sous les armes jusqu'au jour inclusivement du renvoi du militaire dans ses foyers.

III. — Les personnes considérées comme membres de la famille sont désignées ci-après dans l'ordre de priorité :

- 1) L'épouse du militaire;
- 2) Les personnes qui ont la charge des enfants âgés de moins de 16 ans ou incapables, en raison de maladies ou d'infirmités attestées par certificat médical, de pourvoir à leur subsistance, si le militaire est veuf ou divorcé avec enfants.

Le militaire qui a légalement reconnu un ou des enfants naturels est assimilé au veuf avec enfants;

- 3) Les père et mère légitimes du militaire célibataire ou le survivant d'entre eux;

WETSONTWERP

LEOPOLD III,

Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van Onzen Eerste-Minister en van Onze Ministers van Binnenlandsche Zaken en von Financiën en op het advies van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste-Minister en Onze Ministers van Binnenlandsche Zaken en van Financiën zijn gelast in Onzen Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De uitgaven gedaan of nog te doen ingevolge het toekennen, onder de bij art. 2 vermelde voorwaarden, van een bijzondere vergelding aan de gezinnen van de militairen met soldij die, wegens voor 's Landsbeveiliging getroffen maatregelen, terug onder de wapens geroepen werden, dienen gekweten op het speciaal en tijdelijk fonds dat bij de wet van 18 Januari 1939 is ingesteld om de uitgaven te bestrijden veroorzaakt doordat het leger op versterkten vredesvoet werd gebracht.

ART. 2.

De voorwaarden waaronder de bij artikel 1 bedoelde speciale vergelding dient toegekend, worden aldus bepaald :

I. — Een vergoeding wordt verleend aan de gezinnen van de militairen met soldij die, wegens voor 's Lands veiligheid getroffen maatregelen, terug onder de wapens geroepen werden.

II. — Deze vergoeding is verschuldigd te rekenen van af den dag van wederoproeping onder de wapens tot en met den dag waarop de militair naar zijn haardstede teruggezonden wordt.

III. — De personen die als leden van het gezin worden beschouwd, staan hieronder naar orde van voorrang vermeld :

- 1) De vrouw van den gehuwden militair;
- 2) De personen die de kinderen onderhouden, zoo de militaire weduwnaar of uit den echt gescheiden is met kinderen welke minder dan 16 jaar oud of, wegens ziekte of gebrekkigheid, blijkende uit een geneeskundig attest, onbekwaam zijn in hun onderhoud te voorzien.

De militair die één of meer kinderen wettelijk erkend heeft, wordt met den weduwnaar met kinderen gelijkgesteld;

- 3) De wettige vader en moeder van den ongehuwden militair of de overlevende ouder;

4) La personne qui assure l'entretien des frères et sœurs orphelins ou abandonnés qui sont âgés de moins de 16 ans ou incapables, en raison de maladie ou d'infirmité, attestée par certificat médical, de pourvoir à leur subsistance;

5) Le ou les ascendants du militaire.

IV. — Si le militaire est enfant naturel reconnu, l'indemnité est allouée, à défaut d'épouse ou d'enfants retenus du mariage, au profit de la femme de qui la reconnaissance est émanée, pourvu qu'elle soit désignée dans l'acte de naissance et que la reconnaissance soit antérieure à la mise de l'armée sur le pied de paix renforcé.

Le militaire intéressé a toujours le droit de désigner un autre reconnaissant comme bénéficiaire, en produisant à l'appui une copie conforme de l'acte de reconnaissance.

V. — A défaut des ayants droit visés aux paragraphes III et IV, l'indemnité est allouée à la personne qui a recueilli le militaire alors qu'il était orphelin ou abandonné, l'a élevé et eu à sa charge depuis cinq années au moins avant que le militaire ait atteint l'âge de 19 ans accomplis.

VI. — Si les parents ou ascendants sont divorcés ou séparés de corps, le militaire décide si le montant de l'indemnité doit être payé par moitié à chacun d'eux et dans la négative, il désigne celui des deux conjoints auquel il revient.

La même règle est appliquée si plusieurs personnes se réclament des mêmes services militaires pour obtenir l'indemnité.

VII. — Le militaire peut faire opposition au paiement de l'indemnité à son épouse convaincue de mauvaise conduite, pour autant qu'elle n'ait pas conservé la garde des enfants. S'il est établi par une enquête des autorités communales que l'opposition est fondée, le militaire en cause est assimilé au veuf ou divorcé avec ou sans enfants.

VIII. — Les demandes tendant à l'obtention de l'indemnité doivent être adressées par les bénéficiaires soit à l'administration communale du lieu de résidence en Belgique des requérants, soit à l'autorité diplomatique ou consulaire dans le ressort de laquelle ils résident à l'étranger, soit au Ministère de l'Intérieur, s'ils résident au Congo.

Elles doivent être formulées par écrit.

Le délai pour l'introduction des demandes est fixé à quinze jours pour les requérants résidant en Belgique, à un mois pour ceux qui résident dans un pays d'Europe, à trois mois pour ceux qui résident hors d'Europe.

Le délai commence à courir le jour du renvoi du militaire dans ses foyers.

IX. — Les indemnités dont il s'agit sont payées par l'administration communale du lieu de résidence des requérants, par l'autorité diplomatique ou consulaire dans le ressort de laquelle ils résident ou par le Ministère de l'Intérieur, si les requérants résident au Congo.

4) De persoon die voorziet in het onderhoud van de ouderlooze of verlaten broeders of zusters welke minder dan 16 jaar oud of, wegens ziekte of gebrekkigheid, blijvende uit een geneeskundig attest, onbekwam zijn in hun onderhoud te voorzien;

5) De ascendent (en) van den militair.

IV. — Zoo de militair een erkend onecht kind is, wordt, bij onstentenis van echtgenoot of van kinderen uit het huwelijk, de vergoeding toegewezen ten voordeele van de vrouw die de erkenning deed, bijaldien deze vrouw in de geboorteakte aangeduid staat en de erkenning geschiedde vóórdat het leger op versterkten vredesvoet werd gebracht.

De betrokken militair heeft steeds het recht een ander erkennend persoon als genietende aan te wijzen, mits tot staving een conforme afschrift van de erkenningsakte voor te leggen.

V. — Bij onstentenis van rechthebbenden als bedoeld in de paragrafen III en IV wordt de vergoeding toegekend aan den persoon die den militair heeft opgenomen toen deze een wees of een verlaten kind was, hem heeft opgevoed en gedurende ten minste vijf jaar vóórdat hij ten volle 19 jaar was, ten laste had.

VI. — Zoo de ouders of de ascendenten uit den echt of van tafel en bed gescheiden zijn, beslist de milicien of het bedrag der vergoeding aan ieder der betrokken personen voor de helft dient toegekend, zoo niet duidt hij diegene der twee echtelingen aan die er recht op heeft.

Dezelfde regel wordt toegepast wanneer verscheidene personen dezelfde militaire diensten doen gelden om de vergoeding te bekomen.

VII. — De militair kan tegen de uitbetaling der vergoeding aan zijn echtgenoot, die schuldig bevonden is aan wangedrag, verzet aantekenen, voor zoover de kinderen haar niet zijn toevertrouwd gebleven. Zoo er uit een onderzoek door de gemeenteoverheid blijkt dat het verzet gegrond is, wordt de betrokken militair gelijkgesteld met den wedenaar of den uit den echt gescheiden man met of zonder kind, volgens het geval.

VIII. — De aanvragen ter bekoming van de vergoeding moeten gericht worden, hetzij tot de gemeenteoverheid van de verblijfplaats in België der anvragers, hetzij tot de diplomatieke of consulaire overheid binnen wier gebied zij in het buitenland verblijven, hetzij tot het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, indien zij in Congo verblijven.

Zij moeten schriftelijk ingediend worden.

De termijn voor het indienen der aanvragen is bepaald op vijftien dagen voor de belanghebbende gezinsleden die in België wonen, op één maand voor hen die in een Europeesch land wonen, op drie maanden voor hen die buiten Europa verblijven.

De termijn begint te loopen op den dag waarop de militair naar zijn haardstede teruggezonden wordt.

IX. — De vergoedingen worden betaald door het gemeentebestuur van de verblijfplaats van den aanvrager, door de diplomatieke of consulaire overheid binnen wier gebied de aanvrager verblijft of door het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, indien de aanvrager in Congo verblijft.

Les administrations communales et les autorités diplomatiques ou consulaires en font l'avance pour compte de l'Etat, dans les conditions fixées par le Gouvernement.

X. — Le taux de l'indemnité à allouer aux bénéficiaires suivant l'ordre de priorité établi aux paragraphes III, IV et V, est fixé à :

- a) 8 francs par jour pour les personnes mentionnées aux par. III, 1°, 3°, 4° et 5°, IV et V;
- b) 3 fr. 50 c. par jour et par enfant à charge pour des personnes mentionnées au par. III, 1° et 2°.

XI. — L'indemnité est incessible et insaisissable.

XII. — Les indemnités dont il est question ci-dessus ne sont pas dues :

- 1) lorsque le militaire bénéficie des indemnités prévues à l'article 52 de la loi sur la milice;
- 2) lorsque le militaire continue à percevoir son traitement ou salaire, à titre de fonctionnaire ou agent de l'Etat, des provinces, communes, régies, services concédés, établissements publics ou d'intérêt public et, en général, de toutes les administrations publiques subordonnées;
- 3) lorsque le militaire est chômeur complet.

ART. 3.

L'indemnité dont le taux, les bénéficiaires et les modalités d'octroi et de paiement sont fixés à l'article 2 de la présente loi, sera allouée, dans les mêmes conditions, aux ayants droit susvisés des militaires soldés qui, postérieurement au 1^{er} avril 1939, ont été ou seront rappelés ou maintenus sous les armes pour participer aux mesures prises en prévision d'un renforcement ou d'une mobilisation éventuelle de l'armée.

Toutefois, par dérogation au par. XII, 3°, de l'article 2, l'indemnité sera allouée aux ayants droit du chômeur complet.

ART. 4.

Un crédit fixé, provisoirement, à 10 millions est ouvert au Ministère de l'Intérieur pour le paiement des dépenses prévues à l'article 3 ci-dessus et afférentes à l'exercice 1939.

Donné à Bruxelles, le 24 avril 1939.

LEOPOLD

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,
Hubert PIERLOT.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DEVEZE.

Le Ministre des Finances,
C. GUTT.

De gemeentebesturen en de diplomatieke of consulaire overheden zullen onder de door de regering gestelde voorwaarden de sommen voor rekening van den Staat voorschieten.

X. — Het bedrag van de vergoeding welke naar orde van voorrang bij de par. III, IV en V bepaald aan de genietenden toekomt, wordt als volgt vastgesteld: — VI

- a) 8 frank per dag voor de personen vermeld onder par. III, 1°, 3°, 4° en 5°, IV en V;
- b) 3 fr. 50 c. per dag en per kind ten laste voor de personen vermeld onder par. III, 1° en 2°.

XI. — De vergoeding is niet vatbaar voor overdracht noch beslag.

XII. — De vergoedingen waarvan hierboven sprake zijn niet verschuldigd :

- 1) wanneer de militair de vergoeding geniet voorzien bij artikel 52 van de militiewet;
- 2) wanneer de militair voortgaat zijn wedde of loon te trekken als ambtenaar of bediende in dienst van den Staat, de provinciën, de gemeenten, de vergunde diensten, de openbare inrichtingen of de inrichtingen van openbaar nut en, over 't algemeen, van al de ondergeschikte openbare besturen;
- 3) aan hen die volkomen werkloos zijn.

ART. 3.

De vergoeding waarvan het bedrag, de genietenden en de toekennings- en uitbetalingsmodaliteiten bij artikel 2 dezer wet vastgesteld zijn, wordt onder dezelfde voorwaarden verleend aan de bovenbedoelde rechthebbenden van de soldijtrekkende militairen, die na 1 April 1939 terug onder de wapens geroepen of gehouden werden of zullen worden ter uitvoering van de maatregelen genomen met het oog op versterking of eventuele mobilisatie van het leger.

Nochtans, bij afwijking van § XII, 3°, van artikel 2, zal de vergoeding aan de rechthebbenden van den volkomen werklooze verleend worden.

ART. 4.

Een krediet, voorloepig vastgesteld op 10 miljoen, wordt bij het Ministerie van Binnenlandsche Zaken geopend ter betaling van de uitgaven voorzien bij artikel 3 en betreffende het dienstjaar 1939.

Gegeven te Brussel, 24 April 1939.

LEOPOLD

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Eerste-Minister,
Hubert PIERLOT.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,
A. DEVEZE.

De Minister van Financiën,
C. GUTT.

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1939.		I	BUITENGEWOON ZITTINGSJAAR 1939.
Projet, N° 7. Rapport, N° 12.	Séance du 26 avril 1939.	Vergadering van 26 April 1939.	Ontwerp, Nr 7. Verslag, Nr 12.

WETSONTWERP omtrent het toekennen van een speciale vergoeding aan de gezinnen van de militairen die wegens voor 's Lands beveiliging getroffen maatregelen terug onder de wapens geroepen worden.

AMENDEMENT door den heer ALLEWAERT voorgesteld.

ART. 2.

IN Nr X, Litt. b, : "3,50 fr."

TE VERVANGEN DOOR : 5 frank.

PROJET DE LOI relatif à l'octroi d'une rémunération spéciale aux familles des militaires rappelés sous les drapeaux à l'occasion des mesures prises pour assurer la sécurité du pays.

AMENDEMENT présenté par M. ALLEWAERT.

ART. 2.

AU N° X, Litt. b, REMPLACER : "3,50 frs"

PAR : 5 francs.

E. ALLEWAERT.

(Amendement introduit après le dépôt du Rapport).

(Amendement ingediend na het neerleggen van het Verslag).

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1939.

II

BUITENGEWOON ZITTINGSJAAR 1939.

Projet, N° 7.
Rapport, N° 12.
Amend. I.Séance du
3 mai
1939.Vergadering
van 3 Mei
1939.Ontwerp, Nr 7.
Verslag, Nr 12.
Amend. I.

WETSONTWERP omtrent het toekennen van een speciale vergoeding aan de gezinnen van de militairen die wegens voor 's Lands beveiliging getroffen maatregelen terug onder de wapens geroepen worden.

AMENDEMENT door den heer BUTAYE voorgesteld.

ART. 2.

Nr II, WIJZIGEN ALS VOLGT :

Deze vergoeding is verschuldigd te rekenen van af en met den dag van de wederoproeping.

.....

PROJET DE LOI relatif à l'octroi d'une rémunération spéciale aux familles des militaires rappelés sous les drapeaux à l'occasion des mesures prises pour assurer la sécurité du pays.

AMENDEMENT présenté par M. BUTAYE.

ART. 2.

MODIFIER COMME SUIV LE N° II :

Cette indemnité est due depuis et y compris le jour du rappel

E. BUTAYE.